



Mobilités et reconfiguration des territorialités collectives en montagne : l'engagement des acteurs mobiles dans les processus de patrimonialisation au Maroc

Mari Oiry Varacca

► To cite this version:

Mari Oiry Varacca. Mobilités et reconfiguration des territorialités collectives en montagne : l'engagement des acteurs mobiles dans les processus de patrimonialisation au Maroc. CIST2016 - En quête de territoire(s) ?, Collège international des sciences du territoire (CIST), Mar 2016, Grenoble, France. pp.345-350. hal-01353672

HAL Id: hal-01353672

<https://hal.science/hal-01353672>

Submitted on 12 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mobilités et reconfiguration des territorialités collectives en montagne : l'engagement des acteurs mobiles dans les processus de patrimonialisation au Maroc

AUTEURE

Mari OIRY-VARACCA, Center for Mountain Studies (Grande-Bretagne)

RÉSUMÉ

La recherche présentée ici a pour objectif d'analyser le rôle joué par les mobilités dans les processus de territorialisation. Elle porte sur des projets de valorisation du patrimoine juif en cours de réalisation dans les montagnes marocaines et s'intéresse à l'engagement d'acteurs mobiles, notamment de la diaspora juive, dans ces projets. En appui sur le champ des études post-nationales et dans le cadre d'une démarche méthodologique qualitative, elle montre comment ces acteurs font des déplacements qui jalonnent leurs parcours individuels des ressources qu'ils mettent au service de leurs projets. Les projets de la diaspora juive seront confrontés à ceux portés par les autres acteurs locaux et à la perception qu'en ont les habitants. Il s'agira d'examiner les conflits qui surgissent, les identifications, les mémoires, les territorialités différentes qu'ils mettent en jeu et la manière avec laquelle elles sont négociées, donnant naissance à des territorialités hybrides.

MOTS CLÉS

Diaspora, identification, Maroc, mobilités, patrimonialisation, territorialités

ABSTRACT

This study analyzes the role of mobility in processes of territorialisation. It focuses on projects promoting Jewish heritage now under way in the mountains of Morocco and is interested in the engagement of mobile actors, particularly from the Moroccan Jewish diaspora, in advancing these initiatives. Drawing on the field of post-national studies, and applying a qualitative methodological approach, it shows that these actors, during their life course, have made major displacements, including rural to urban migration and international emigration, during which they have accrued contacts, resources and knowledge that now prove useful in advancing heritage projects in their regions of origin in Morocco. The projects of the Jewish diaspora can conflict with those advanced by other local actors or with the visions of the local inhabitants. The study examines the conflicts that arise; the identifications, memories, and distinct territorialities that are brought into play; and the manner with which these are negotiated - giving birth to hybrid territorialities.

KEYWORDS

Diaspora, Identification, Morocco, Mobility, Heritage formation, Territoriality

INTRODUCTION

Cette proposition de communication rend compte des premiers résultats d'une recherche postdoctorale qui porte sur le rôle joué par les mobilités dans les processus de territorialisation, et plus particulièrement sur l'engagement d'acteurs mobiles

dans les processus de patrimonialisation qui ont lieu dans les espaces marginalisés. Le travail s'intéresse aux montagnes marocaines, dont les sociétés et les territoires ont subi des politiques publiques peu adaptées à leurs spécificités, dans le cadre d'un système centralisé hérité de la période coloniale. Elles constituent des espaces-limites dans lesquels les acteurs sont forcés d'être innovants pour sortir de la marginalité. Y émergent des projets portés par des acteurs associatifs et privés qui tentent de renverser le stigmate en mettant en avant les singularités culturelles des montagnes : ils valorisent des pratiques et des objets qu'ils présentent comme des « patrimoines » emblématiques d'« identités ». Dans ces projets, les acteurs mobiles – notamment les membres de la diaspora – jouent un rôle décisif. En effet, les espaces marginalisés restent des espaces de départ mais deviennent aussi des espaces de retour des migrants, le plus souvent périodique et temporaire, pour des vacances. Ces nouveaux acteurs font des compétences et des réseaux, qu'ils ont acquis durant des parcours individuels marqués par des déplacements à l'échelle nationale et souvent internationale, une ressource pour la réalisation de projets valorisant des patrimoines locaux.

Il s'agira de décrypter les enjeux et les effets des processus de patrimonialisation dans les marges qui, j'en fais l'hypothèse, sont moins d'ordre socio-économique que d'ordre culturel, mettant en jeu des identifications et des mémoires, et d'ordre politique : ces identifications et mémoires font l'objet de négociations entre les acteurs et sont traversées par des contextes politiques qui rendent sensible leur expression. On se demandera comment ces projets recomposent les territorialités, c'est-à-dire dans la lignée les manières de se représenter et de faire avec le territoire (Raffestin, 1986) : quelles relations symboliques et matérielles entretiennent les groupes d'acteurs en présence – acteurs mobiles, autres acteurs sociaux engagés dans des projets patrimoniaux, acteurs concernés indirectement par ceux-ci – avec les territoires ? On peut penser que ces acteurs n'ont pas les mêmes attentes vis-à-vis des territoires, n'en ont pas la même représentation, mettent en œuvre des projets différents, et ne se réfèrent pas aux mêmes territoires. Il s'agira de voir si les relations qu'entretiennent les groupes d'acteurs avec les territoires des marges marocaines s'articulent ou non, et quels territoires elles contribuent à fabriquer.

Plus largement, je questionnerai le rôle joué par les mobilités dans les processus de territorialisation. En effet, le processus de mondialisation engagé depuis les révolutions industrielles et l'expansion du système capitaliste à l'échelle mondiale amplifie et rend de plus en plus complexes les déplacements des individus, et modifie la relation d'identification qu'ils entretiennent aux territoires : ils s'identifient non plus seulement au territoire national mais aussi à des territoires supranationaux et locaux (Appadurai, 2001), et se sentent souvent appartenir à plusieurs territoires. Dans ce contexte, la patrimonialisation (le choix et la valorisation par des acteurs sociaux d'objets et de pratiques qu'ils présentent comme symbolisant une mémoire, une identité et, souvent, un territoire) est analysée comme territorialisante (Nora, 1992). Les processus de patrimonialisation peuvent ainsi être considérés comme partie prenante des nouveaux processus de territorialisation, par lesquels des groupes s'identifient à des territoires d'échelles variées. Or, les mobilités semblent, à première vue, aller à l'encontre de ces processus territorialisant, renvoyant à la pluralité des appartenances (Stock, 2006). Je défendrai l'idée selon laquelle les mobilités alimentent les processus de

patrimonialisation et de territorialisation et me demanderai comment. J'emploie ici le terme de « mobilité », qui désigne les déplacements de personnes au sens large, sur des échelles spatiales et dans des temporalités variables, et me permet de penser l'importance des déplacements dans le parcours d'un individu et la manière avec laquelle il fait de ceux-ci une ressource dans des projets patrimoniaux, produisant ainsi des dynamiques collectives.

Pour aborder la fabrication des groupes sociaux en questionnant la place des référents spatiaux dans ce processus, je mobiliserai le champ hétéroclite des études dites post-nationales (Appadurai, 2001 ; Castells, 1999), en prêtant attention à ce qu'elles disent de la fabrication des groupes diasporiques et de la mobilisation par les acteurs de ressources liées à la mondialisation (réseaux d'acteurs en particulier). Cela permettra de questionner leur capacité à « se brancher » sur des réseaux pour les mettre au service de leurs projets d'ancrage, d'identification à des territoires. Ces réflexions s'appuient sur une conception constructiviste des « identités », considérées comme des discours réalisés dans le cadre de stratégies qui peuvent mener à des conflits et à la renégociation des frontières entre les groupes. L'analyse vise, à la suite de Barth (1969) pour les dynamiques d'identification et de Raffestin (1980) pour les dynamiques de territorialisation, à montrer que ces processus co-construits sont éminemment politiques, traversés de rapports de pouvoir, et que l'intervention d'acteurs mobiles dans ces processus bouleverse ces jeux d'acteurs.

La fabrication en cours d'une mémoire de la présence des juifs dans l'Atlas, au Maroc et dans la diaspora juive marocaine, mérite une attention particulière. En effet, depuis quelques années, des lieux, des objets et des pratiques qui témoignent de la présence du fait juif dans l'Atlas font l'objet d'une valorisation. Ce processus de patrimonialisation est étroitement lié à l'implication de la diaspora juive d'origine marocaine, en lien ou non avec d'autres acteurs locaux. L'étude de ce cas permet de prolonger les travaux engagés sur le rôle des réseaux d'acteurs dans les processus de patrimonialisation en cours dans l'Atlas (Landel *et al.*, 2014), en analysant plus attentivement le rôle joué par les réseaux diasporiques dans ces processus. Elle permet aussi de se pencher sur un type de tourisme particulier et récent, le tourisme diasporique, soit les visites effectuées par les membres de la diaspora juive marocaine en montagne, durant lesquelles leur mémoire se (re)construit et leur participation à des projets de revalorisation du patrimoine juif se décide. L'étude prolonge également les recherches effectuées sur les réseaux juifs tels qu'ils se déploient à l'échelle internationale, leur mobilisation dans le cadre de projets locaux et la reconfiguration des « identités » et des territorialités qui en résulte (Rozenholc, 2010). Ce cas est étudié dans le cadre d'une méthodologie qualitative (observations, entretiens semi-directifs) et d'enquêtes multi-sites menées au Maroc avec les responsables des projets, les associations et les habitants des lieux où il reste des traces de la présence juive, la communauté juive, des guides et acteurs touristiques, les membres de la diaspora, et en France avec des représentants de la communauté juive d'origine marocaine.

Après avoir souligné le rôle clé joué par les acteurs mobiles dans la valorisation du patrimoine judéo-berbère dans l'Atlas, je montrerai les tensions entre les différents acteurs de ce processus, qui en limitent la portée, et analyserai la manière avec laquelle les territorialités sont négociées par ceux-ci.

1. SAUVEGARDER LES TRACES DE LA PRÉSENCE JUIVE DANS L'ATLAS : LE RÔLE CLÉ DES MOBILITÉS ET DES RÉSEAUX

L'engagement patrimonial de multiples acteurs, avec le soutien de réseaux notamment diasporiques

Cimetières, petits quartiers juifs (mellahs), synagogues, mausolées constituent autant de traces de la présence d'une communauté judéo-berbère partie, pour la plupart de ses membres, dans les années 1960 vers Israël, le Canada et la France. De retour dans l'Atlas en tant que touristes, ils visitent ces lieux avec leurs descendants, à la recherche des racines de leur famille. Les mausolées sont aussi fréquentés par la communauté juive qui demeure encore dans les grandes villes marocaines. Celle-ci s'efforce de sauvegarder ces traces. Ses projets sont financés en grande partie par des dons de personnes privées de la communauté, mais elle bénéficie depuis peu de l'appui des pouvoirs publics, notamment pour la protection des cimetières ou l'entretien des mellahs. L'appui de la diaspora est également primordial : les séjours, qui permettent de voir l'état de délabrement des bâtiments, sont l'occasion, pour les membres de la diaspora juive (pas tous originaires du Maroc), de faire des dons à la communauté. Celle-ci sait de plus mobiliser les réseaux privés et associatifs juifs partout dans le monde. L'implication d'ONG notamment américaines permet de financer des restaurations.

Des acteurs touristiques locaux cherchent eux aussi à revaloriser ce patrimoine. Ils jouent sur des réseaux d'associations qui s'efforcent de développer un tourisme « alternatif », basé sur la rencontre avec l'autre et la valorisation des cultures locales. Ils s'intéressent moins au patrimoine architectural – dont ils n'ont pas la propriété – qu'aux objets qui racontent ce qu'était la vie quotidienne et professionnelle des juifs (on retrouve dans des petits musées des objets artisanaux ou des costumes) et au patrimoine immatériel : une association de développement touristique collecte la mémoire qu'ont les personnes âgées du passé commun aux juifs et musulmans et réalise une pièce de théâtre à partir de ces récits pour faire circuler cette mémoire et la revivifier.

Enfin, des acteurs locaux investis dans des associations amazighes s'intéressent au patrimoine juif, qu'ils conçoivent comme l'expression d'identités amazighes plurielles allant à l'encontre de l'identité arabo-musulmane uniforme mise en avant par les pouvoirs publics depuis l'indépendance. Ils travaillent avec des réseaux militants pour la reconnaissance des peuples autochtones d'Afrique du Nord, créés en France par la diaspora amazighe.

De la mobilité comme ressource à la fabrication de territorialités en réseau

Le point commun de ces acteurs est qu'ils ont tous connus un épisode de mobilité. Les acteurs touristiques sont étrangers pour les uns, ont habité ou habitent toujours dans les grandes villes marocaines pour les autres, en faisant des allers-retours entre ville et montagne. Il en va de même pour les militants amazighs. Des parcours individuels permettant de dessiner des trajectoires socio-spatiales collectives seront présentés en détail. Ils font de leur mobilité des ressources pour les projets patrimoniaux qu'ils portent, mettent à leur service des réseaux qu'ils se sont constitués au cours de leur mobilité. Ils ont une réflexivité sur leur mobilité : ils disent être à la recherche d'« identités » qu'ils estiment menacées, et présentent la mobilité tantôt comme la raison de cette perte, tantôt comme ce qui permet de les (re)construire.

Dans tous les cas, ils ont une demande forte d'identification et de mémoire, et viennent essayer d'y répondre en réalisant des projets dans des espaces, en montagne, qu'ils se (ré)approprient. Les territorialités qu'ils fabriquent sont des territorialités réticulaires et multi-localisées. Les territoires qui comptent pour eux se situent dans différents lieux en montagne, lieux de pèlerinage de la communauté familiale ou juive, et en ville : les quartiers juifs constituent des hauts lieux de la communauté juive, qui focalisent les projets de réhabilitation, et, en même temps, des relais pour la diaspora. Elle y est en contact avec la communauté juive qui habite de manière permanente au Maroc, plaque tournante des projets qui se font dans l'Atlas. Les porteurs des projets se représentent et pratiquent en réseau ces différents lieux.

2. LES TERRITORIALITÉS DES MARGES MAROCAINES À L'ÉPREUVE DES MOBILITÉS

La difficile articulation des projets, des acteurs et des échelles

Néanmoins, les différents projets réalisés autour du patrimoine juif dans les montagnes sont peu coordonnés entre eux, car les acteurs poursuivent des objectifs différents, qui peuvent entrer en concurrence : certains acteurs locaux poursuivent des objectifs essentiellement économiques, le patrimoine juif n'étant qu'un moyen de vendre parmi d'autres. *A contrario*, les acteurs diasporiques poursuivent avant tout des objectifs mémoriels et identitaires. La communauté juive du Maroc met en œuvre des projets pour concilier développement et mémoire. Quant aux objectifs politiques des militants amazighs (faire reconnaître politiquement des particularités culturelles), ils ne sont pas partagés par tous les acteurs locaux ni par la diaspora. Je m'interrogerai sur le degré d'articulation des stratégies des différents acteurs et la marge de négociation de chacun. Dans la majorité des cas étudiés, les habitants sont absents des projets. Analyser leurs points de vue sur ces derniers alimentera la réflexion sur les jeux de pouvoir qui se jouent ici. Le rôle des acteurs institutionnels sera aussi abordé : les mesures récentes qu'ils soutiennent – telles que la rénovation des cimetières juifs – sont vécues par les porteurs des projets et les habitants de manière ambivalente, tantôt comme de véritables encouragements, tantôt comme une façon de maîtriser l'expression d'« identités » qui posent des questions politiques sensibles (la place des identifications autres qu'arabes et musulmanes, les causes du départ des juifs).

Des mémoires et des territorialités juxtaposées – des enjeux politiques

Les projets se juxtaposent et donnent lieu à des désaccords parce que les acteurs se réfèrent, pour s'identifier, à des territoires différents, qui renvoient à des échelles différentes : tandis que les acteurs diasporiques se reconnaissent dans des territorialités multi-localisées, renvoyant aussi au pays de l'exil, les acteurs locaux s'identifient dans des territoires localisés, parfois réticulaires, mais à une échelle plus réduite. J'analyserai comment ces territorialités sont négociées pour comprendre comment les territoires atlasiques, dans leur matérialité et leurs identités, sont reconfigurés. Enfin, j'explorerai les raisons éminemment politiques qui expliquent les difficultés rencontrées par les acteurs, en montrant comment l'instrumentalisation du conflit israélo-palestinien les conduit à réduire leurs ambitions et les empêche de coordonner efficacement leurs actions.

RÉFÉRENCES

- Appadurai A., 2001 [1996], *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot.
- Barth F. (dir), 1969, *Ethnic groups and Boundaries: the social organization of cultural difference*, Boston, Little Brown and co.
- Castells M., 1999 [1996], *L'ère de l'information. 2. Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard.
- Landel P.-A., Gagnol L., Oiry-Varacca M., 2014, « Ressources territoriales et destinations touristiques : des couples en devenir ? », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, 102(1) [rga.revues.org/2326 consulté le 28/01/2016].
- Nora P., 1992, *Les lieux de mémoire*, 1. *La République* (1984), 2. *La Nation* (1986), 3. *Les France* (1992), Paris, Gallimard.
- Raffestin C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec.
- Raffestin C., 1986, « Écogenèse territoriale et territorialité », in Auriac F., Brunet R. (dir), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard, 175-185.
- Rozenholc C., 2010, *Lire le lieu pour dire la ville. Florentin : une mise en perspective d'un quartier de Tel Aviv dans la mondialisation (2005-2009)*, thèse de doctorat en géographie, Université de Poitiers.
- Stock M., 2006, « Construire l'identité par la pratique des lieux », in De Biase A., Rossi C., *Chez nous. Territoires et identités dans les mondes contemporains*, Paris, éd. de la Villette, 142-159.

L'AUTEURE

Mari Oiry-Varacca

Boursière FNS

Centre for Mountain Studies

Perth, Écosse, Grande-Bretagne

oirymarie@yahoo.fr